
Cour européenne des droits de l'homme : arrêts et décisions signalés en bref

Nicolas Hervieu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10896>

DOI : 10.4000/revdh.10896

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Cour européenne des droits de l'homme : arrêts et décisions signalés en bref », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 27 décembre 2011, consulté le 09 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10896> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10896>

Ce document a été généré automatiquement le 9 février 2021.

Tous droits réservés

Cour européenne des droits de l'homme : arrêts et décisions signalés en bref

Nicolas Hervieu

1°/- Droit des étrangers (Art. 3 et 5 CEDH) : Détention de jeunes enfants en vue de leur éloignement du territoire

- ¹ Le placement de jeunes enfants sri-lankais – âgés de 8 à 13 ans – en compagnie de leur mère au sein d'un centre fermé, dans l'attente de leur expulsion, **est source de traitements inhumains et dégradants (Art. 3) et heurte le droit à la liberté et à la sûreté (Art. 5)**. La Cour européenne des droits de l'homme est parvenue à ce constat de violation sur le terrain de l'article 3 alors qu'aucun des « *certificats médicaux [n']attesta[i]t de troubles psychologiques ayant affecté les enfants durant leur détention et [... malgré] le fait que les enfants étaient plus âgés* » que dans d'autres précédents affaires (§ 66 – comp. Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2010, *Muskhadzhiyeva et autres c. Belgique*, Req. n° 41442/07 – ADL du 20 janvier 2010). La juridiction européenne estime en effet que « *ces éléments ne sont pas déterminants* » puisque « *c'est l'intérêt supérieur de l'enfant tel qu'il est consacré par l'article 3 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant qui doit prévaloir y compris dans le contexte d'une expulsion* » : aux yeux de la Cour, « *[i]l faut donc partir de la présomption que les enfants étaient vulnérables tant en raison de leur qualité d'enfants que de leur histoire personnelle* » (§ 67).

*

- ² Cour EDH, 2^e Sect. 13 décembre 2011, *Kanagaratnam c. Belgique*, Req. n° 15297/09 (Communiqué de presse)

3 Jurisprudence liée :

- 4 - Sur la privation de liberté de mineurs (notamment étrangers) : Cour EDH, 4^e Sect. 29 novembre 2011, *A. et autres c. Bulgarie*, Req. n° 51776/08 – ADL du 4 décembre 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. Déc. 30 août 2011, *G.C. c. Royaume-Uni*, Req. n° 37334/08 – ADL du 10 septembre 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 5 avril 2011, *Rahimi c. Grèce*, Req. n° 8687/08 – ADL du 6 avril 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2010, *Muskhadzhieva et autres c. Belgique*, Req. n° 41442/07 – ADL du 20 janvier 2010. Cour EDH, 5^e Sect. 4 novembre 2010, *Darraj c. France*, Req. n° 34588/07 – ADL du 4 novembre 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 16 février 2010, *Alkes c. Turquie*, Req. n° 3044/04 – ADL du 16 février 2010.
- 5 - Sur la notion d' « intérêt de l'enfant » : Cour EDH, 5^e Sect. 15 septembre 2011, *Schneider c. Allemagne*, Req. n° 17080/07 – ADL du 17 septembre 2011 ; Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 31 août 2010, *Valérie Gas et Nathalie Dubois c. France*, Req. n° 25951/07 – ADL du 16 septembre 2010 et ADL du 12 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 décembre 2010, *Anayo c. Allemagne*, Req. n° 20578/07 et *Chavdarov c. Bulgarie*, Req. n° 3465/03 – ADL du 26 décembre 2010 ; Cour EDH, 1^e Sect. 10 juin 2010, *Schwizgebel c. Suisse*, Req. n° 25762/07 – ADL du 10 juin 2010.

2°/- Droit à la vie (Art. 2 CEDH) : Intervention des forces de police pour mettre fin à une prise d'otages dans un théâtre de Moscou

- 6 La Cour européenne des droits de l'homme a été amenée à se prononcer sur la tristement célèbre prise d'otages du 23 octobre 2002 dans le théâtre « *Doubrovka* » de Moscou qui s'est soldée par la mort de 125 otages et par de nombreux blessés (sans compter les 40 séparatistes tchétchènes preneurs d'otages, tous tués). La décision des autorités russes de recourir à la force pour mettre fin à cette prise d'otages (notamment en usant de gaz) **n'est pas jugée en soi disproportionnée sur le terrain du droit à la vie (Art. 2)**, la juridiction européenne concédant ici **une large marge d'appréciation** à ces autorités aux prises avec une telle situation, éminemment complexe. Toutefois, **les défaillances dans la planification et la mise en œuvre des opérations de sauvetage** ont coûté de nombreuses vies humaines et **l'enquête menée ultérieurement sur cette opération n'a pas été suffisamment effective**. D'où, à ce double titre, **une condamnation de la Russie pour violation du droit à la vie**.

*

- 7 Cour EDH, 1^e Sect. 20 décembre 2011, *Finogenov et autres c. Russie*, Req. n° 18299/03 et 27311/03 (Communiqué de presse) – Uniquement en anglais

8 Jurisprudence liée :

- 9 - **Sur le recours à la force et les violences policières** : Cour EDH, 2^e Sect. 17 mai 2011, *Akgöl et Göl c. Turquie* et *Gazioğlu et autres c. Turquie*, Req. n° 28495/06 – ADL du 17 mai 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 5 avril 2011, *Sarigiannis c. Italie*, Req. n° 14569/05 – ADL du 6 avril 2011 ; Cour EDH, G.C. 24 mars 2011, *Giuliani et Gaggio c. Italie*, Req. n° 23458/02 – ADL du 29 mars 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 4 novembre 2010, *Darraj c. France*, Req. n° 34588/07 – ADL du 4 novembre 2010 ; Cour EDH, G.C. 1^{er} juin 2010, *Gäfgen c.*

Allemagne, Req. n° 22978/05 – ADL du 1^{er} juin 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 16 février 2010, *Alkes c. Turquie*, Req. n° 3044/04 – ADL du 16 février 2010.

- 10 - **Sur l'obligation positive procédurale d'enquête dérivée des articles 2 et 3** : Cour EDH, Anc. 2^e Sect. 6 décembre 2011, *Donder et De Clippel c. Belgique*, Req. n° 8595/06 – ADL du 11 décembre 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 19 juillet 2011, *Rupa c. Roumanie (n° 2)*, Req. n° 37971/02 – ADL du 19 juillet 2011 ; Cour EDH, G.C. Sect. 7 juillet 2011, *Al-Skeini et autres c. Royaume-Uni*, Req. n° 55721/07 – ADL du 10 juillet 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 30 juin 2011, *Girard c. France*, Req. n° 22590/04 – ADL du 1^{er} juillet 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 11 janvier 2011, *Berü c. Turquie*, Req. n° 47304/07 – ADL du 12 janvier 2011.

3°/- Liberté d'_expression_ (Art. 10 CEDH) : Liberté d'expression d'un avocat au nom des droits de la défense *versus* protection du secret professionnel

- 11 La condamnation pénale pour violation du secret professionnel infligée à une avocate au motif que celle-ci a évoqué dans la presse des informations contenues dans un rapport d'expertise médicale (N.B. : ce rapport était consacré aux effets secondaires du vaccin de l'hépatite B et fut remis au juge d'instruction chargé de l'affaire dans laquelle l'avocate représentait certains plaignants) constitue **une violation de la liberté d'_expression_ (Art. 10)**. Unanimes, les juges de la Cour européenne des droits de l'homme relèvent que le rapport avait été divulgué dans la presse avant les déclarations de l'avocate (§ 51) et « s'interroge[nt] [donc] sur l'intérêt qu'il y aurait à exiger de la requérante de ne pas commenter des informations déjà connue des journalistes » (§ 56). De plus, toujours selon la Cour, **les déclarations litigieuses « concernaient directement une question de santé publique » de sorte qu'elles « s'inscrivaient dans le cadre d'un débat d'intérêt général »** (§ 53). Entre autres circonstances, ceci nourrit la conclusion selon laquelle est disproportionnée la condamnation pénale prononcée – même avec dispense de peine et versement d'un euro symbolique – (§ 63-64). Sans remettre en cause la pertinence du secret professionnel et du devoir de prudence qui incombent aux avocats, la juridiction strasbourgeoise note significativement que « **la protection de [la] liberté [d'_expression_ d'un avocat] doit prendre en compte l'exception prévoyant que l'exercice des droits de la défense peut rendre nécessaire la violation du secret professionnel** » (§ 57 – lire les tierces interventions du Conseil National des Barreaux français et du Conseil des Barreaux européens – § 38-40 – ; Sur cet arrêt, lire Roseline Letteron, « La liberté d'_expression_ de l'avocat ou les limites du secret professionnel » in *Liberté, Libertés chéries*, 15 décembre 2011 et Sabrina Lavric, « Secret professionnel de l'avocat, droits de la défense et droit du public de recevoir des informations », in *Dalloz Actualités*, 22 décembre 2011).

*

- 12 **Cour EDH, 5^e Sect. 15 décembre 2011, *Mor c. France*, Req. n°28198/09 (Communiqué de presse)**
- 13 Jurisprudence liée :
- 14 - **Sur la liberté d'_expression_ des avocats** : Cour EDH, 2^e Sect. 29 mars 2011, *Gouveia Gomes Fernandes et Freitas e Costa c. Portugal*, Req. n° 1529/08 – ADL du 3 avril 2011 ; Cour

EDH, 1^e Sect. 3 février 2011, *Igor Kabanov c. Russie*, Req. n° 8921/05 – ADL du 3 février 2011; Cour EDH, 1^e Sect. 11 février 2010, *Alfantakis c. Grèce*, Req. n° 49330/07 – ADL du 11 février 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 15 juillet 2010, *Roland Dumas c. France*, Req. n° 34875/07 – ADL du 28 juillet 2010.

- 15 - **Sur le secret de l'instruction ou de l'enquête pénale** : Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2010, *Laranjeira Marques Da Silva c. Portugal*, Req. n° 16983/06 – ADL du 20 janvier 2010 ; Cour EDH, Déc. 5^e Sect. 30 juin 2009, *Eric Hacquemand c. France*, Req. n° 17215/06 – ADL du 19 juillet 2009.
- 16 - **Sur la liberté d'expression en général** : Cour EDH, 2^e Sect. 25 octobre 2011, *Altuğ Taner Akçam c. Turquie*, Req. n° 27520/07 – ADL du 26 octobre 2011 ; Cour EDH, G.C. 12 septembre 2011, *Palomo Sánchez et autres c. Espagne*, Req. n° 28955/06 et s. – ADL du 14 septembre 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 15 mars 2011, *Otegi Mondragon c. Espagne*, Req. n° 2034/07 – ADL du 16 mars 2011.

4°/- Droit à un procès équitable (Art. 6 CEDH) : Apparence de partialité d'un tribunal née de la présence d'un policier au sein du jury

- 17 La présence au sein d'un jury d'un policier qui connaissait depuis longtemps un témoin clef de l'accusation – lui-même policier – est de nature à **heurter le droit à un procès équitable (Art. 6)**. En effet, une telle situation entache le tribunal d'une apparence de partialité (*comp.* en France où les fonctions de policier sont incompatibles avec celles de juré – Art. 257 du code de procédure pénal). Pour parvenir à ce constat de violation directement imputable à une récente modification de la loi britannique en 2003, la Cour européenne des droits de l'homme a réalisé **un large tour d'horizon** des réflexions menées en Europe et dans le monde sur la question de la composition des jurys ainsi que sur les choix législatifs et jurisprudentiels effectués dans les États observés (§ 93-125 ; *comp.* Cour EDH, G.C. 15 décembre 2011, *Al-Khawaja et Tahery c. Royaume-Uni*, Req. n° 26766/05 et 22228/06 – ADL du 18 décembre 2011).

*

- 18 **Cour EDH, 4^e Sect. 20 décembre 2011, *Hanif and Khan c. Royaume-Uni*, Req. n° 52999/08 et 61779/08 (Communiqué de presse) – Uniquement en anglais**
- 19 Jurisprudence liée :
- 20 - **Sur l'impartialité de la formation de jugement** : Cour EDH, 1^e Sect. 26 juillet 2011, *Juričić c. Croatie*, Req. n° 58222/09 – ADL du 2 août 2011 ; **Cour EDH, 2^e Sect. 26 avril 2011, *Steulet c. Suisse***, Req. n° 31351/06 – ADL du 27 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 20 janvier 2011, *Vernes c. France*, Req. n° 30183/06 – ADL du 27 janvier 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 24 juin 2010, *Mancel et Branquart c. France*, Req. n° 22349/06 – ADL du 24 juin 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 22 avril 2010, *Chesne c. France*, Req. n° 29808/06 – ADL du 26 avril 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 11 juin 2009, *Dubus S.A. c. France*, Req. n° 5242/04 – ADL du 12 juin 2009 ; Cour EDH, 5^e Sect. 24 septembre 2009, *Mérigaud c. France*, Req. n° 32976/04 – ADL du 24 septembre 2009 ; Cour EDH, 2^e Sect. Déc. 8 décembre 2009, *Previti (N°2) c. Italie*, Req. n° 45291/06 – ADL du 21 janvier 2010.

- 21 - **Sur le droit à un procès équitable en général** : Cour EDH, G.C. 15 décembre 2011, *Al-Khawaja et Tahery c. Royaume-Uni*, Req. n°26766/05 et 22228/06 – ADL du 18 décembre 2011 ; Cour EDH, 3^eSect. 19 juillet 2011, *Rupa c. Roumanie* (n° 2), Req. n° 37971/02 – ADL du 19 juillet 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. **26 mai 2011**, *Legrand c. France*, **Req. n° 23228/08 – ADL du 29 mai 2011** ; Cour EDH, 5^eSect. **Déc. 3 mai 2011**, *Zerouala c. France*, **Req. n° 46227/08 – ADL du 22 mai 2011** ; Cour EDH, 5^e Sect. 31 mars 2011, *Chatellier c. France*, Req. n° 34658/07 – ADL du 3 avril 2011.

5°/- Droit d'accès à un tribunal (Art. 6.1 CEDH) : Absence ou limitation de la justiciabilité des mesures prises par des autorités ecclésiastiques au nom de l'autonomie des communautés religieuses

- 22 L'absence ou la limitation du contrôle des juridictions étatiques sur les mesures prises par des autorités ecclésiastiques – mutations, mise à la retraite ou déclaration d'inaptitudes à exercer des fonctions au sein de l'organisation – **ne heurte pas le droit d'accès à un tribunal (Art. 6.1)**. S'agissant de l'**Église protestante** (*Affaires Baudler et Reuter*), la Cour européenne des droits de l'homme déclare irrecevables les deux requêtes initiées chacune par un pasteur au motif qu'elles sont **incompatibles *ratione materiae*** (Art. 35.3 et 4). En d'autres termes, l'article 6 n'est pas jugé applicable aux faits de l'espèce puisqu'**aux yeux du droit allemand et des juridictions internes**, les mesures litigieuses concernaient les « **affaires internes de l'Église et [...] échappaient dès lors à un contrôle par les juridictions de l'État** ». Les juges européens constatent en effet que « *le[s] litige[s] en question n'éta[ient] pas fondé[s] sur le droit de l'État, mais exclusivement régi[s] par le droit ecclésiastique* » et ne relevaient pas des cas exceptionnels où est ouvert « *un contrôle judiciaire restreint [...] limités à l'examen de la question de savoir si les mesures litigieuses avaient enfreint les principes fondamentaux de l'ordre juridique allemand* ». Quant aux mesures adoptées par l'**Armée du Salut** (*Affaire Müller*), les juridictions allemandes ont considéré que celles-ci pouvaient faire l'objet d'un tel « *contrôle judiciaire restreint* ». La Cour juge donc que, ce faisant, lesdites juridictions internes « *ont reconnu aux requérants un droit propre à faire jouer l'article 6 de la Convention, qui, partant, trouve à s'appliquer* », ce qui évite cette fois que l'irrecevabilité de la requête soit acquise au titre de l'incompatibilité *ratione materiae*. Néanmoins, **l'issue contentieuse sera similaire**. Les griefs contestant le caractère restreint du contrôle judiciaire opéré ici par les juridictions étatique sont effectivement jugés **manifestement mal fondés** (Art. 35.3 a) et 4), **la Cour admettant que cette limitation pouvait être justifiée par la reconnaissance en Allemagne d'un « droit d'autonomie » au bénéfice des « communautés religieuses »**.

*

- 23 Cour EDH, 5^e Sect. Dec. 6 décembre 2012, *Baudler c. Allemagne ; Reuter c. Allemagne et Müller c. Allemagne*, Resp. Req. n° 38254/04, n° 39775/04 et n° 12986/04 – Communiqué de presse commun aux trois décisions
- 24 Jurisprudence liée :

- 25 - **Sur la reconnaissance et la protection de l'autonomie des communautés religieuses (notamment dans les contentieux avec « un employeur dont l'éthique est fondée sur la religion ou les convictions »)** : Cour EDH, 5^e Sect. 17 février 2011, *Wasmuth c. Allemagne*, Req. n° 12884/03 – ADL du 21 février 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 3 février 2011, *Siebenhaar c. Allemagne*, Req. n° 18136/02 – ADL du 13 février 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 23 septembre 2010, *Obst c. Allemagne* et *Schüth c. Allemagne*, Resp. Req. n° 425/03 et n° 1620/03 – ADL du 26 septembre 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 20 octobre 2009, *Lombardi Vallauri c. Italie*, Req. n° 39128/05 – ADL du 22 octobre 2009.
- 26 - **Sur le droit d'accès à un tribunal (notamment dans les contentieux du travail) : Cour EDH, G.C. 29 juin 2011, *Sabeh El Leil c. France***, Req. n° 34869/05 – ADL du 29 juin 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2011, *Guadagnino c. Italie et France*, Req. n° 2555/03 – ADL du 27 janvier 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 décembre 2010, *Société Canal Plus et autres c. France*, Req. n° 29408/08 – ADL du 21 décembre 2010 ; Cour EDH, G.C. 23 mars 2010, *Cudak c. Lituanie*, Req. n° 15869/02 – ADL du 24 mars 2010.

6°/- Droit d'accès à un tribunal (Art. 6.1 CEDH) : Formalisme excessif dans l'interprétation des règles procédurales de l'appel

- 27 Le refus d'admettre l'appel contre l'ordonnance d'un juge d'instruction (renvoi devant le tribunal correctionnel) au motif que la déclaration d'appel concernée ne comportait aucune indication sur l'objet ou le motif du recours **heurte le droit d'accès à un tribunal (Art. 6 – droit à un procès équitable)**. Selon la Cour européenne des droits de l'homme, une telle décision est la conséquence de l'« *interprétation [...] excessivement formelle [...] des règles procédurales [...] par les juridictions internes* » (§ 44 – pour une nuance de raisonnement, v. l'opinion concordante des juges Spielmann et Power-Forde ralliée par la juge Yudkivska).

*

- 28 **Cour EDH, 5^e Sect. 15 décembre 2011, *Poirot c. France*, Req. n° 29938/07 (Communiqué de presse)**
- 29 Jurisprudence liée :
- 30 - **Sur le formalisme excessif au sujet des recours et autres règles procédurales d'appel ou de cassation** : Cour EDH, 5^e Sect. 31 mars 2011, *Chatellier c. France*, Req. n° 34658/07 – ADL du 3 avril 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 8 avril 2010, *Namat Aliyev c. Azerbaïdjan*, Req. n° 18705/06 – ADL du 10 avril 2010.
- 31 - **Sur le droit d'accès à un tribunal : Cour EDH, G.C. 29 juin 2011, *Sabeh El Leil c. France***, Req. n° 34869/05 – ADL du 29 juin 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2011, *Guadagnino c. Italie et France*, Req. n° 2555/03 – ADL du 27 janvier 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 décembre 2010, *Société Canal Plus et autres c. France*, Req. n° 29408/08 – ADL du 21 décembre 2010 ; Cour EDH, G.C. 23 mars 2010, *Cudak c. Lituanie*, Req. n° 15869/02 – ADL du 24 mars 2010 ; Cour EDH, G.C. 19 avril 2007, *Vilho Eskelinen et autres c. Finlande*, Req. n° 63235/00.

7°/- Conflit armé entre la Géorgie et la Russie (Art. 3, 5, 8, 13 et al. CEDH) : Décision de recevabilité dans l'affaire interétatique relative au conflit armé d'août 2008

- 32 Dans un contentieux doublement inhabituel – car opposant deux États parties à la Convention et ayant trait à un conflit armé entre ces derniers –, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré recevable la requête initiée par la Géorgie contre la Russie. Ce premier État estime en effet que le second a violé plusieurs droits conventionnels pendant et après le conflit armé qui les a opposés en août 2008 (droit à la vie – Art. 2 – ; interdiction de la torture et des traitements inhumains – Art. 3 – ; droit au respect de la vie privée et familiale – Art. 8 – ; droit à un recours effectif – Art. 13 – ; protection de la propriété – Art. 1 du Protocole 1^{er} – ; droit à l'instruction – Art. 2 du Protocole 1^{er} – ; liberté de circulation – Art. 2 du Protocole n° 4). Cette décision – acquise à la majorité des juges – ouvre donc la voie à un examen au fond des griefs de la Géorgie et *in fine*, sauf autres péripéties contentieuses et diplomatiques, à un arrêt (sur un autre épisode contentieux du conflit entre la Géorgie et la Russie, v. Cour EDH, 5^e Sect. 30 juin 2009, *Géorgie c. Russie (I)*, Req. n° 13255/07 – ADL du 8 juillet 2009).

*

- 33 Cour EDH, 5^e Sect. Déc. 13 décembre 2011, *Géorgie c. Russie (II)*, Req. n° 38263/08 (Communiqué de presse)

8°/- Affaire « *Timochenko c. Ukraine* » (Art. 3, 5 et 18 CEDH) : Traitement prioritaire d'une affaire politiquement et diplomatiquement sensible

- 34 La Cour européenne des droits de l'homme a décidé le 14 décembre 2011 de traiter « *par priorité* » et selon « *la procédure accélérée* » la requête introduite par Ioulia Timochenko, « *eu égard à la gravité et au caractère sensible des allégations soulevées* » (principalement, les violations des articles 3 – interdiction des peines ou traitements dégradants –, 5 – droit à la liberté et à la sûreté – et 18 – limitation de l'usage des restrictions aux droits). Cette affaire et le sort de l'ex-premier ministre ukrainienne – poursuivie puis condamnée à une peine de sept ans d'emprisonnement au « *motif qu'elle aurait ordonné illégalement la signature d'un contrat concernant des importations de gaz* » – sont indissociablement liées à des enjeux politiques et diplomatiques hautement sensibles (lire Piotr Smolar, « Le sort d'Ioulia Timochenko inquiète l'Europe », in *Le Monde*, 24 novembre 2011 ; sur l'appréhension conventionnelle des poursuites pénales politiquement orientées, v. Cour EDH, 1^e Sect. 31 mai 2011, *Khodorkovskiy c. Russie*, Req. n° 5829/04 – ADL du 4 juin 2011).

*

- 35 Cour EDH, 5^e Sect. Aff. communiquée, *Timochenko c. Ukraine*, Req. n° 49872/11 (Communiqué de presse du 19 décembre : « *La Cour européenne décide de traiter en priorité les griefs concernant la détention d'Ioulia Timochenko, ex-premier ministre ukrainienne* »)